

Bruxelles, 12 novembre 2021 (07.00 heures CET)

KBC Groupe : Bénéfice de 601 millions d'euros au troisième trimestre

Aperçu Groupe KBC (consolidé, IFRS)	3TR2021	2TR2021	3TR2020	9M2021	9M2020
Résultat net (en millions EUR)	601	793	697	1 951	902
Bénéfice de base par action (EUR)	1.41	1.87	1.64	4.59	2.08
Ventilation du résultat net, par division (en millions EUR)					
<i>Belgique</i>	603	528	486	1 511	605
<i>République tchèque</i>	209	168	116	500	281
<i>Marchés internationaux</i>	-158	140	123	70	113
<i>Centre de groupe</i>	-53	-42	-28	-130	-97
Capitaux propres des actionnaires de la société mère par action (en EUR, fin de période)	53.0	51.8	46.2	53.0	46.2

La Belgique a été confrontée au début du troisième trimestre aux conséquences dévastatrices d'inondations massives dans plusieurs provinces. Nous tenons une fois de plus à exprimer notre sincère compassion à toutes les personnes directement touchées, ainsi que notre profonde gratitude à l'égard de tous les secouristes et bénévoles qui travaillent sans relâche pour aider les victimes. Nous souscrivons pleinement à l'accord conclu à l'issue des discussions entre Assuralia (la fédération du secteur belge de l'assurance) et les autorités, qui offre une plus grande sécurité à l'ensemble des victimes. Au cours des derniers mois, nous avons mis à profit tout notre savoir-faire et notre expertise, à travers notre vaste réseau d'agents d'assurance, d'experts et de réparateurs, pour faire en sorte que les déclarations de sinistres des clients concernés soient traitées rapidement et de façon appropriée. Dans le même temps, la crise du coronavirus est toujours au cœur des préoccupations. Dans de nombreux pays, les campagnes de vaccination à grande échelle sont bien avancées, voire même en phase finale. La vie sociale reprend progressivement, mais la plus grande prudence reste de rigueur car il est clair que nous n'avons pas encore vaincu le virus. Dès les prémices de cette crise, nous avons assumé notre responsabilité en matière de protection de la santé de notre personnel et de nos clients, tout en veillant au maintien de nos prestations de services. Nous avons par ailleurs étroitement collaboré avec les organismes publics pour accompagner l'ensemble de nos clients affectés par le coronavirus en instaurant diverses mesures de soutien, parmi lesquelles la suspension des échéances de crédit.

Nous avons conclu ces derniers mois un certain nombre de transactions qui ont renforcé ou modifié notre orientation géographique. Ainsi, fin juillet, nous avons renforcé notre part du marché bulgare en procédant à l'acquisition des activités d'assurance retraite et d'assurance-vie de NN en Bulgarie. Et à la fin du mois d'août, nous avons conclu un accord pour céder la quasi-totalité du portefeuille de crédits hypothécaires non-performing de KBC Bank Ireland. Plus récemment, nous avons également passé un accord juridiquement contraignant relatif à la vente de la quasi-totalité de ses actifs de crédits performing et du portefeuille de dépôts de KBC Bank Ireland à Bank of Ireland Group. Un petit portefeuille de crédits hypothécaires non-performing sera également cédé dans le cadre de cette transaction. La transaction reste soumise aux approbations réglementaires, y compris l'approbation des autorités de concurrence irlandaises. L'impact ponctuel immédiat de ces opérations irlandaises sur le compte de résultat au troisième trimestre s'est élevé à -0,3 milliard d'euros après impôts, tandis qu'un impact positif d'environ 0,2 milliard d'euros sera constaté à la clôture. La finalisation de ces deux opérations aura en fin de compte pour conséquence le retrait de KBC du marché irlandais et entraînera un impact positif d'environ 0,9 point de pourcentage sur notre ratio common equity.

Le bénéfice s'établit à 601 millions d'euros pour le trimestre sous revue, en dépit d'un effet non récurrent négatif de 319 millions d'euros lié aux transactions de vente en cours en Irlande. Le total des revenus a progressé en rythme trimestriel, car la hausse des revenus nets d'intérêts, des revenus nets de commissions et des autres revenus nets a plus que compensé le repli du résultat de l'assurance non-vie (affecté négativement par les inondations subies en Belgique) et la contraction saisonnière des revenus de dividendes. Abstraction faite des éléments non récurrents et non-opérationnels (y compris les effets de change et taxes bancaires), les coûts sont restés pratiquement stables en glissement trimestriel. Les réductions de valeur sur crédits ont apporté une contribution positive au résultat, car la reprise des réductions de valeur sur crédits précédemment comptabilisées dans la perspective de la crise du coronavirus a plus que compensé l'incidence négative en la matière des transactions de vente en cours en Irlande. Comme annoncé précédemment, nous verserons un dividende intérimaire de 3 euros par action le 17 novembre 2021, comprenant 2 euros par action au titre de l'exercice 2020 et 1 euro par action en tant qu'acompte sur le dividende total au titre de l'exercice 2021.

Pour finir, je voudrais dire quelques mots au sujet de notre application mobile. En septembre, KBC Mobile a été désignée meilleure application bancaire mobile au monde par le bureau d'études international indépendant Sia Partners. Cette distinction salue dix années d'innovation, de développement et d'écoute attentive de nos clients. La stratégie Digital First lancée il y a un an porte clairement ses fruits et témoigne de la force d'innovation que nous sommes capables de mobiliser en tant que groupe, dans le but ultime de faciliter la vie de nos clients.

J'aimerais également profiter de cette occasion pour remercier explicitement nos clients et l'ensemble des autres parties prenantes pour leur confiance.

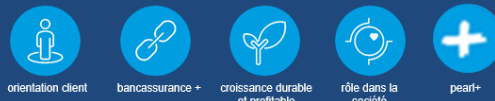


Johan Thijs
Chief Executive Officer

Principales données financières du troisième trimestre 2021

- ▶ Les **revenus nets d'intérêts** ont progressé de 2% par rapport au trimestre précédent et s'inscrivent en baisse de 1% en glissement annuel. La marge nette d'intérêts s'est établie à 1,80% pour le trimestre sous revue, en hausse de 1 point de base par rapport au trimestre précédent et en baisse de 1 point de base par rapport au même trimestre un an plus tôt. Les volumes ont poursuivi leur progression, avec des dépôts (hors certificats de dette) en hausse de 1% en glissement trimestriel et de 7% en rythme annuel, et des crédits gagnant 2% en rythme trimestriel et 4% en rythme annuel. Ces chiffres ont été calculés sur une base organique (hors modifications du périmètre de consolidation et effets de change).
- ▶ Les revenus techniques issus de nos **activités d'assurance non-vie** (primes moins charges, plus résultat de la réassurance cédée) ont respectivement fléchi de 18% et de 23% par rapport au niveau enregistré respectivement au trimestre précédent et au troisième trimestre 2020, essentiellement en raison de l'augmentation des charges techniques consécutive aux terribles inondations subies par la Belgique (avec un impact brut de 100 millions d'euros). Les primes acquises non-vie ont augmenté de 4% en glissement trimestriel et de 8% en rythme annuel. Le ratio combiné ressort à un excellent chiffre de 87% pour les neuf premiers mois de 2021. Les ventes de nos produits **d'assurance-vie** ont reculé de 7% par rapport au trimestre précédent, mais progressent de 9% par rapport au niveau enregistré au même trimestre de 2020.
- ▶ Les **revenus nets de commissions** ont augmenté de 4% par rapport au trimestre précédent et gagnent 20% par rapport au même trimestre un an plus tôt. Dans les deux cas, cela s'explique essentiellement par une augmentation des commissions pour nos activités de gestion d'actifs et, dans une moindre mesure, par la progression des revenus de commissions liés à nos services bancaires.
- ▶ Les revenus à la juste valeur et liés au trading sont conformes à leur faible niveau du trimestre précédent et reculent de 67% par rapport au troisième trimestre 2020.
- ▶ Le **reste des autres éléments de revenus** combinés ont progressé de respectivement 67% et 84% par rapport au trimestre précédent et au troisième trimestre 2020, essentiellement à la faveur des bénéfices réalisés sur la vente d'obligations.
- ▶ Les **coûts** ont augmenté de 5% en glissement trimestriel et de 11% en glissement annuel. Dans les deux cas, cette évolution est presque entièrement due à des éléments tels que les effets de change, les taxes bancaires, les modifications du périmètre de consolidation (OTP Banka Slovensko) et les éléments non récurrents, dont 81 millions d'euros de frais de personnel en Irlande au cours du trimestre sous revue du fait des transactions de vente en cours dans ce pays. Abstraction faite de ces éléments, les coûts sont restés pratiquement stables. Le ratio charges/produits s'établit ainsi à 54% pour les neuf premiers mois de 2021. Certains éléments hors exploitation sont exclus du calcul et les taxes bancaires ont été réparties de façon homogène sur l'année entière. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires, le ratio charges/produits s'est élevé à 50% pour les neuf premiers mois de 2021.
- ▶ Les chiffres du trimestre sous revue incluent une libération nette des **réductions de valeur sur crédits** à hauteur de 66 millions d'euros, après une libération nette de 130 millions d'euros au trimestre précédent et une charge nette de 52 millions d'euros au troisième trimestre 2020. La libération nette au cours du trimestre sous revue est liée à une importante reprise (260 millions d'euros) des réductions de valeur collectives précédemment comptabilisées au titre de la crise du coronavirus, qui a plus que compensé la réduction de valeur non récurrente de 170 millions d'euros liée aux opérations de vente en cours en Irlande. Par conséquent, le ratio de coût du crédit s'est inscrit à -0,20% pour les neuf premiers mois de 2021, contre 0,60% pour l'ensemble de l'exercice 2020 (un chiffre négatif indique un impact positif sur les résultats).
- ▶ Les **impôts sur le revenu** ont augmenté de 43% par rapport au trimestre précédent, en raison notamment de la décomptabilisation d'actifs d'impôts différés à la suite des transactions de vente en cours en Irlande.
- ▶ Notre **liquidité** est restée solide, avec un ratio LCR de 167% et un ratio NSFR de 153%. Notre base de capital demeure tout aussi robuste, avec un ratio common equity à pleine charge de 16,4% (conformément aux règles de la BCE, cela n'inclut pas le bénéfice intérimaire pour les trimestres intérimaires).

Les piliers de notre stratégie

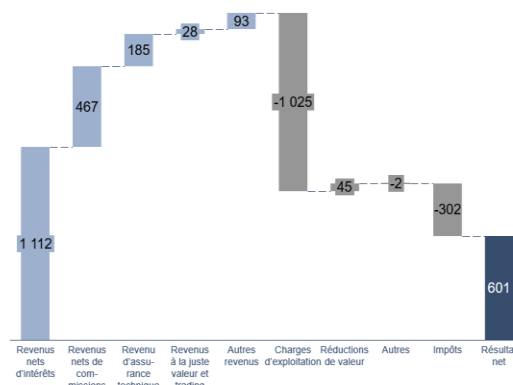


Notre stratégie repose sur les grands principes suivants:

- Nous plaçons le client au centre de nos préoccupations
- Nous cherchons à proposer à nos clients une expérience unique dans le domaine de la bancassurance
- Nous développons notre groupe dans une optique de long terme et avons pour objectif de générer une croissance durable et rentable
- Nous assumons nos responsabilités à l'égard de la société et des économies locales
- Nous nous appuyons sur les valeurs PEARL et mettons l'accent sur le développement conjoint de solutions, d'initiatives et d'idées au sein du groupe

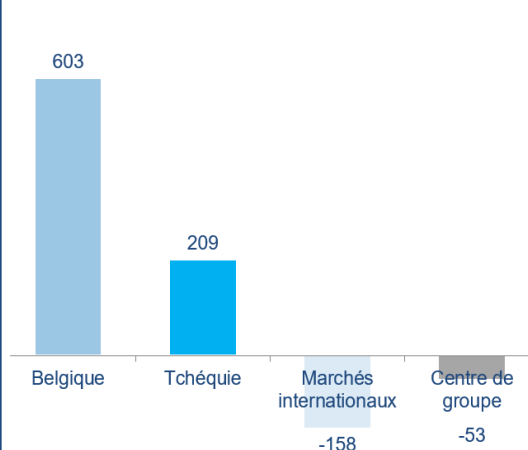
Formation du résultat 3TR2021

(en millions d'EUR)



Contribution des divisions au résultat du groupe (3TR2021)

(en millions d'EUR)



Aperçu des résultats et du bilan

Compte de résultat consolidé, IFRS

Groupe KBC (en millions EUR)	3TR2021	2TR2021	1TR2021	4TR2020	3TR2020	9M2021	9M2020
Revenus nets d'intérêts	1 112	1 094	1 068	1 067	1 122	3 274	3 400
Assurance non-vie (avant réassurance)	150	213	238	192	233	601	673
Primes acquises	484	463	453	450	448	1 399	1 327
Charges techniques	-334	-250	-215	-258	-215	-798	-654
Assurance vie (avant réassurance)	12	10	12	4	1	35	6
Primes acquises	256	272	292	382	267	820	841
Charges techniques	-244	-262	-280	-378	-266	-786	-834
Résultat de la réassurance cédée	23	1	-13	10	-9	10	-30
Revenus de dividendes	11	18	7	11	12	36	41
Résultat net des instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du compte de résultat ¹	28	29	127	80	85	183	-47
Résultat net réalisé sur titres de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	-1	2	-1	1	5	4
Revenus nets de commissions	467	450	441	403	390	1 357	1 207
Autres revenus nets	77	38	53	37	37	168	139
Total des revenus	1 884	1 853	1 933	1 802	1 872	5 671	5 394
Charges d'exploitation	-1 025	-972	-1 320	-988	-926	-3 318	-3 168
Réductions de valeur	45	123	77	-122	-63	245	-1 060
Dont: sur actifs financiers évalués au coût amorti et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²	66	130	76	-57	-52	272	-1 018
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et joint-ventures	-2	1	-2	-2	-2	-3	-9
Résultat avant impôts	903	1 005	688	690	881	2 595	1 157
Impôts	-302	-211	-131	-152	-184	-644	-255
Résultat après impôts	601	793	557	538	697	1 951	902
attribuable à des participations minoritaires	0	0	0	0	0	0	0
attribuable aux actionnaires de la société mère	601	793	557	538	697	1 951	902
Bénéfice de base par action (EUR)	1.41	1.87	1.31	1.26	1.64	4.59	2.08
Bénéfice dilué par action (EUR)	1.41	1.87	1.31	1.26	1.64	4.59	2.08

Chiffres clés du bilan consolidé

Groupe KBC (en millions EUR)	30-09-2021	30-06-2021	31-03-2021	31-12-2020	30-09-2020
Total des actifs	354 336	368 596	351 818	320 743	321 053
Prêts et avances à la clientèle, hors prises en pension	156 712	164 344	160 960	159 621	157 773
Titres (actions et titres de créance)	66 269	71 098	71 981	71 784	71 310
Dépôts de la clientèle hors certificats de dette et mises en pension	198 021	201 420	197 268	190 553	185 182
Provisions techniques avant réassurance	18 971	18 976	18 939	18 718	18 613
Dettes de contrats d'investissement, assurance	13 213	13 128	12 922	12 724	12 482
Capitaux propres de la société mère	22 096	21 600	20 768	20 030	19 244

Ratios sélectionnés

Groupe KBC (consolidé)	9M2021	Exercice complet 2020
Rendement sur capitaux propres ³	13%	8%
Ratio charges/produits, groupe [après exclusion de divers éléments hors exploitation et répartition homogène des taxes bancaires sur l'année]	59% [54%]	58% [57%]
Ratio combiné, assurance non-vie	87%	85%
Ratio common equity selon Bâle III compromis danois, à pleine charge [transitoire]	16.4% [16.9%]	17.6% [18.1%]
Ratio common equity selon FICOD à pleine charge [transitoire]	15.7% [16.1%]	16.4% [16.9%]
Ratio de coût du crédit ⁴	-0.20%	0.60%
Ratio de crédits impaired	3.1%	3.3%
pour les crédits en souffrance depuis plus de 90 jours	1.6%	1.8%
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR)	153%	146%
Ratio de couverture des liquidités (LCR)	167%	147%

1 Ou 'revenus à la juste valeur et liés au trading'.

2 Ou 'réductions de valeur sur crédits'.

3 16% lorsque les taxes bancaires sont réparties de façon homogène sur l'ensemble de l'année et en excluant les éléments non récurrents dus aux opérations de vente en cours en Irlande.

4 Un chiffre négatif indique une libération nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats).

Impact des transactions de vente en cours pour les portefeuilles de crédits et de dépôts de KBC Bank Ireland au bilan: à partir du troisième trimestre 2021, l'intégralité des actifs et des passifs inclus dans les groupes destinés à être cédés ont été déplacés vers le poste 'Actifs non-courants détenus en vue de la vente et groupes destinés à être cédés' à l'actif du bilan et vers le poste 'Passifs associés à des groupes destinés à être cédés' au passif du bilan (décomptabilisation à la clôture des transactions). Impact sur le compte de résultat: les résultats des groupes destinés à être cédés continuent d'être inclus dans les lignes pertinentes du compte de résultat jusqu'à leur décomptabilisation (clôture des transactions). Impact sur le ratio de coût du crédit et le ratio de crédits impaired: le portefeuille de crédits irlandais est inclus jusqu'à la clôture des transactions.

Analyse du trimestre (3TR2021)

Total des revenus

1 884 millions d'euros

- Les revenus totaux ont augmenté de 2% en glissement trimestriel.
- Les revenus nets de commissions, les revenus nets d'intérêts et les autres revenus nets ont progressé; en revanche, les revenus techniques issus des activités d'assurance non-vie et les revenus de dividendes ont fléchi en rythme trimestriel.

Les revenus nets d'intérêts se sont établis à 1 112 millions d'euros pour le trimestre sous revue, un niveau supérieur de 2% à celui du trimestre précédent et une baisse de 1% en glissement annuel. En comparaison avec le trimestre précédent, les revenus nets d'intérêts ont bénéficié de la croissance continue des volumes de crédits (voir ci-dessous), du relèvement des taux en République tchèque, de l'application plus généralisée de taux d'intérêt négatifs sur certains comptes courants détenus par des entreprises et des PME et d'un nombre de jours plus élevé au cours du trimestre considéré. Ces effets ont été en partie compensés par un certain nombre de facteurs, notamment l'impact négatif de la baisse des revenus de réinvestissement dans les pays libellés en euros, la pression sur les marges du portefeuille de crédits hypothécaires dans les pays d'Europe centrale et orientale et le recul des revenus d'intérêts provenant du portefeuille obligataire de l'assureur (obligations indexées sur l'inflation y comprises). En glissement annuel, la baisse modérée des revenus nets d'intérêts résulte de plusieurs éléments, parmi lesquels le recul généralisé des revenus de réinvestissement, la pression sur les marges du portefeuille de crédits hypothécaires dans les pays d'Europe centrale et orientale et le recul des revenus d'intérêts provenant du portefeuille obligataire de l'assureur (en partie du fait d'un élément positif non récurrent de 26 millions d'euros comptabilisé durant le trimestre de référence), qui ont plus que compensé l'impact positif de l'expansion du portefeuille de crédits, du relèvement des taux en République tchèque, de la baisse du coût de financement (y compris l'impact positif du programme TLTRO III), de la consolidation d'OTP Banka Slovensko (incluse dans le résultat du groupe à partir de 2021), de l'application plus généralisée de taux d'intérêt négatifs sur certains comptes courants détenus par des entreprises et des PME et d'un effet de change favorable. La marge nette d'intérêts s'est établie à 1,80% pour le trimestre sous revue, en hausse de 1 point de base par rapport au trimestre précédent et en baisse de 1 point de base par rapport au même trimestre un an plus tôt. Pour une indication des revenus nets d'intérêts attendus pour l'ensemble de l'année 2021, veuillez vous reporter à la section 'Prévisions' en page 11 de la présente publication.

Les dépôts de la clientèle hors certificats de dette ont augmenté de 1% en glissement trimestriel et de 7% en rythme annuel en termes organiques (hors effet de change et impacts des modifications du périmètre de consolidation). Le volume total des crédits à la clientèle a crû de 2% en glissement trimestriel et de 4% en rythme annuel en termes organiques. Le volume des crédits pour lesquels une suspension de paiement a été accordée dans le cadre des divers régimes de soutien s'est établi à 10,9 milliards d'euros (y compris les moratoires conformes à l'ABE et le régime appliqué en Hongrie, qui n'est plus conforme à l'ABE, mais à l'exclusion de l'Irlande). Environ 97% des moratoires conformes à l'ABE ont maintenant expiré et, pour près de 97% de ces crédits, les paiements ont entièrement repris. Nous avons en sus accordé environ 1 milliard d'euros de crédits dans le cadre des divers systèmes de garantie liés au coronavirus mis en place par les gouvernements de nos marchés domestiques.

Les revenus techniques issus de nos **activités d'assurance non-vie** (primes acquises moins charges techniques, plus résultat de la réassurance cédée) ont contribué à hauteur de 174 millions d'euros aux revenus totaux, soit une baisse de 18% en glissement trimestriel et de 23% par rapport au troisième trimestre 2020. Dans les deux cas, la hausse des primes acquises (+4% par rapport au trimestre précédent et +8% par rapport au troisième trimestre 2020) et l'amélioration du résultat de la réassurance (voir ci-dessous) ont été plus que compensées par un alourdissement significatif des charges techniques (+34% par rapport au trimestre précédent et +55% par rapport au troisième trimestre 2020), dans la mesure où le trimestre sous revue comprenait 100 millions d'euros de sinistres liés aux graves inondations subies dans certaines provinces de la Belgique (à noter qu'après réassurance, le montant net est porté à environ 79 millions d'euros, dont 38 millions d'euros au-dessus de la limite légale (qui est le plafond introduit dans la loi belge sur l'intervention des assureurs en cas d'inondations très graves). Dans l'ensemble, le ratio combiné pour les neuf premiers mois de 2021 s'établit à 87%, ce qui reste excellent, contre 85% pour l'exercice 2020 entier.

Les revenus techniques issus de nos **activités d'assurance-vie** (primes acquises moins charges techniques, plus résultat de la réassurance cédée) se sont élevés à 11 millions d'euros, contre 10 millions d'euros au trimestre précédent et 0 million d'euros au troisième trimestre 2020. Les ventes de produits d'assurance-vie au cours du trimestre sous revue (458 millions d'euros) ont baissé de 7% par rapport au trimestre précédent, sous l'effet principalement de la diminution des ventes de produits de la branche 23 en Belgique et en République tchèque. Les ventes d'assurance-vie ont progressé de 9% par rapport au troisième trimestre 2020, essentiellement à la faveur de la croissance des ventes de produits de la branche 23 en Belgique et en Bulgarie (les ventes dans ce dernier pays ayant profité de la consolidation des activités bulgares d'assurance vie de

NN). La part des produits de la branche 23 dans notre total des ventes de produits d'assurance vie est globalement ressortie à 53% au cours du trimestre sous revue, les produits à taux d'intérêt garanti représentant les 47% restants.

Les **revenus nets de commissions** se sont inscrits à 467 millions d'euros pour le trimestre sous revue, en hausse de 4% par rapport au trimestre précédent, essentiellement grâce à l'augmentation des commissions de gestion pour notre activité de gestion d'actifs et, dans une moindre mesure, à la progression des commissions liées aux services bancaires (due en partie à une augmentation saisonnière des commissions de services de paiement). Cette évolution n'a été que légèrement compensée par la croissance des commissions de distribution versées. Les revenus nets de commissions ont augmenté de 20% par rapport au troisième trimestre 2020 à la faveur d'une augmentation significative des commissions, tant dans nos services de gestion d'actifs (+22%, attribuable à des commissions de gestion plus élevées) que dans nos services bancaires (+11%, en raison principalement de la hausse des commissions relatives aux services de paiement, des revenus issus du réseau et des commissions applicables aux opérations sur titres), qui n'a été de même que très légèrement compensée par la progression des commissions de distribution versées. Fin septembre 2021, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 229 milliards d'euros, ce qui correspond à une hausse de 1% en rythme trimestriel et de 12% sur un an. Dans les deux cas, la progression résulte principalement d'une hausse prolongée des prix des actifs, conjuguée à des entrées nettes. Il convient de noter un glissement important des mandats institutionnels et de conseil à faible marge vers les fonds retail.

Le **résultat net des instruments financiers à la juste valeur** (revenus à la juste valeur et liés au trading) s'est inscrit à 28 millions d'euros, un niveau relativement faible, plus ou moins comparable à celui du trimestre précédent et en baisse de 67% par rapport au même trimestre de 2020. En glissement trimestriel, l'augmentation de la valeur de marché des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management a été plus ou moins compensée par un résultat inférieur pour le portefeuille d'actions de l'assureur et par une diminution des revenus générés par la salle des marchés et des autres revenus. En glissement annuel, l'augmentation des revenus générés par la salle des marchés et la légère amélioration du résultat enregistré par le portefeuille d'actions de l'assureur n'ont pas pu compenser la chute sensible des ajustements de valeur de marché et la diminution de la valeur de marché des produits dérivés utilisés à des fins d'Asset-Liability Management.

Les **autres éléments de revenus** incluent 11 millions d'euros de revenus de dividendes (un chiffre plus ou moins conforme à celui du troisième trimestre 2020 mais inférieur à celui du trimestre précédent, le deuxième trimestre de l'année comprenant généralement l'essentiel des dividendes reçus) et 77 millions d'euros d'autres revenus nets. Ce niveau est supérieur à la normale pour cet élément, grâce aux plus-values relativement élevées réalisées sur la vente des obligations. Il convient également de noter que les autres revenus nets comprennent deux éléments non récurrents qui s'annulent l'un l'autre (une plus-value de 13 millions d'euros sur la vente de l'immeuble de l'Antwerp Tower et une charge additionnelle de -13 millions d'euros pour l'examen des tracker mortgages en Irlande).

Charges d'exploitation

1 025 millions d'euros

- Les charges d'exploitation ont grimpé de 5% en rythme trimestriel et de 11% en rythme annuel. Dans les deux cas, cette évolution est presque entièrement due à des éléments tels que les effets de change, les taxes bancaires, les modifications du périmètre de consolidation et des éléments non récurrents, dont des coûts comptabilisés en Irlande du fait des transactions de vente en cours dans ce pays.
- Le ratio charges/produits du groupe ressort pour les neuf premiers mois de 2021 à 54% (après exclusion de certains éléments hors exploitation et répartition des taxes bancaires de façon homogène sur l'année entière) ou à 50% (abstraction faite de la totalité des taxes bancaires).

Les charges d'exploitation se sont inscrites à 1 025 millions d'euros au troisième trimestre 2021, soit une hausse de 5% par rapport au trimestre précédent. Cette progression est le résultat des effets de change, des taxes bancaires et de plusieurs éléments non récurrents, dont l'impact négatif des coûts liés aux transactions de vente en cours en Irlande (81 millions d'euros), la libération d'une provision pour charges due à la vente du bâtiment de l'Antwerp Tower (9 millions d'euros) et le fait que le trimestre précédent avait inclus la comptabilisation d'une prime Covid exceptionnelle pour le personnel (18 millions d'euros). En rythme annuel, les charges ont progressé de 11%. À nouveau, cette évolution est largement imputable à des éléments tels que les effets de change, les taxes bancaires, les modifications du périmètre de consolidation (OTP Banka Slovensko) et des éléments non récurrents, dont l'impact négatif des coûts liés aux transactions de vente en cours en Irlande et la libération d'une provision pour charges due à la vente du bâtiment de l'Antwerp Tower.

Le ratio charges/produits du groupe s'établit à 59% pour les neuf premiers mois de 2021. En répartissant les taxes bancaires de façon homogène sur l'année entière (en réalité, la plus grande partie des taxes bancaires est comptabilisée au premier trimestre) et en excluant certains éléments hors exploitation, le ratio ressort à 54%, contre 57% au titre de l'exercice complet 2020. Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires, le ratio charges/produits tombe à 50% pour les neuf premiers mois de l'année.

Pour une indication de la hausse attendue des coûts pour l'ensemble de l'année 2021, veuillez vous reporter à la section 'Prévisions' en page 11 de la présente publication.

Réductions de valeur sur crédits

Libération nette de **66 millions d'euros**

- Libération des réductions de valeur sur crédits au cours du trimestre sous revue, car la reprise des provisions collectives précédemment comptabilisée au titre de la crise du coronavirus a largement compensé l'impact négatif non récurrent des transactions de vente en cours en Irlande.
- Ratio de coût du crédit à -0,20% pour les neuf premiers mois de 2021.

Au troisième trimestre 2021, nous avons enregistré une libération nette de réductions de valeur sur crédits de 66 millions d'euros, contre une libération nette de 130 millions d'euros au trimestre précédent et une charge nette de 52 millions d'euros au troisième trimestre 2020. La libération de 66 millions d'euros au cours du trimestre sous revue comprenait une charge non récurrente de 170 millions d'euros liée aux transactions de vente en cours en Irlande et 23 millions d'euros de charges pour des dossiers individuels, ces deux éléments ayant été plus que compensés par l'impact positif d'une libération de 260 millions d'euros des provisions collectives précédemment comptabilisées au titre de la crise du coronavirus. En conséquence, le reste des provisions collectives encore comptabilisées au titre de la crise du coronavirus sont tombées à 368 millions d'euros à fin septembre 2021 (contre 628 millions d'euros à fin juin). Le détail de ce calcul et des informations de fond concernant les provisions collectives constituées au titre de la crise du coronavirus figurent à la Note 1.4 de la section 'Consolidated financial statements' du rapport trimestriel.

En termes de pays, les libérations nettes de réductions de valeur sur crédits ont atteint 139 millions d'euros en Belgique, 50 millions d'euros en République tchèque, 14 millions d'euros en Slovaquie, 12 millions d'euros en Hongrie et 2 millions d'euros en Bulgarie. Seuls l'Irlande (en raison des transactions de vente en cours dans le pays) et le Centre de groupe ont enregistré une hausse des réductions de valeur sur crédits (représentant respectivement 149 millions d'euros et 2 millions d'euros).

Pour l'ensemble du groupe, le ratio de coût du crédit est ressorti à -0,20% pour les neuf premiers mois de 2021 (0,10% si l'on exclut le montant lié à la crise du coronavirus), contre 0,60% pour l'exercice 2020 complet (0,16% si l'on exclut le montant lié à la crise du coronavirus). Un chiffre négatif implique un impact positif sur les résultats. À fin septembre 2021, notre portefeuille de crédits total comportait quelque 3,1% de crédits impaired (niveau 3), contre 3,3% fin 2020. Les crédits impaired en souffrance depuis plus de 90 jours représentent 1,6% du portefeuille de crédits, contre 1,8% à fin 2020. Remarque: abstraction faite de la réduction de valeur non récurrente en Irlande, le ratio de coût du crédit hors impact de la crise du coronavirus serait de -0,02%, tandis que le ratio de crédits impaired hors Irlande serait de 2,5%.

Pour connaître l'impact anticipé des réductions de valeur sur crédits pour l'ensemble de l'année 2021, veuillez vous reporter à la section 'Prévisions' en page 11 de la présente publication.

Les réductions de valeur sur actifs autres que des crédits sont ressorties à 21 millions d'euros, contre 6 millions d'euros au trimestre précédent et 11 millions d'euros au troisième trimestre 2020. Le chiffre du trimestre sous revue comprenait environ 15 millions d'euros de réduction de valeur d'actifs corporels et incorporels en lien avec les transactions de vente en cours en Irlande mentionnées ci-dessus, ainsi qu'environ 5 millions d'euros en Hongrie du fait des pertes d'ajustement causées par la prolongation du moratoire de paiement.

Résultat net par division

Belgique	République tchèque	Marchés internationaux	Centre de groupe
603 millions d'euros	209 millions d'euros	-158 millions d'euros	-53 millions d'euros

Belgique: le résultat net (603 millions d'euros) a augmenté de 14% en rythme trimestriel grâce à l'effet combiné de la hausse des revenus nets de commissions et des autres revenus nets, compensée par une contraction sensible du résultat technique des activités d'assurance non-vie (en lien avec les graves inondations subies dans certaines parties du pays) et, dans une moindre mesure, par le repli des revenus nets d'intérêts, des revenus à la juste valeur et liés au trading et des revenus de dividendes, par la diminution des coûts (le troisième trimestre inclut un élément non récurrent positif et le trimestre précédent comprenait une prime Covid exceptionnelle pour le personnel) et par des reprises de réductions de valeur sur crédits significativement plus importantes qu'au trimestre précédent.

République tchèque: le résultat net (209 millions d'euros) a progressé de 24% par rapport à son niveau du trimestre précédent, hors effets de change. Cela s'explique par les effets combinés de la hausse du total des revenus (grâce à l'augmentation des revenus nets d'intérêts et des revenus à la juste valeur et liés au trading), de la diminution des coûts (en partie liée à la prime Covid exceptionnelle pour le personnel comptabilisée le trimestre précédent) et de la relative stabilité des libérations de réductions de valeur par rapport au trimestre précédent.

Marchés internationaux: le résultat net de -158 millions d'euros se répartit comme suit: 29 millions d'euros pour la Slovaquie, 62 millions d'euros pour la Hongrie, 33 millions d'euros pour la Bulgarie et -282 millions d'euros pour l'Irlande. Le résultat net s'inscrit en baisse de 298 millions d'euros en glissement trimestriel pour la division dans son ensemble, presque entièrement à cause de l'Irlande, où l'impact des transactions de vente en cours a entraîné des coûts non récurrents, une réduction de valeur supplémentaire et un effet fiscal négatif.

Centre de groupe: le résultat net (-53 millions d'euros) est inférieur de 11 millions d'euros à celui enregistré au trimestre précédent, en partie sous les effets combinés de la légère diminution du total des revenus, de la hausse des coûts et de la diminution des réductions de valeur.

Ratios par division sélectionnés	Belgique		République tchèque		Marchés internationaux	
	9M2021	Exercice complet 2020	9M2021	Exercice complet 2020	9M2021	Exercice complet 2020
Ratio charges/produits, groupe (après exclusion de divers éléments hors exploitation et répartition homogène des taxes bancaires sur l'année)	50%	54%	54%	52%	63%	64%
Ratio combiné, assurance non-vie	87%	84%	87%	87%	85%	84%
Ratio de coût du crédit*	-0.29%	0.57%	-0.47%	0.67%	0.41%	0.78%
Ratio de crédits impaired	2.4%	2.3%	2.0%	2.3%	5.9%	6.9%

* Un chiffre négatif indique une libération nette de réductions de valeur (impact positif sur les résultats). Veuillez vous reporter à la section 'Details of ratios and terms' du rapport trimestriel.

Un tableau reprenant les résultats complets est fourni à la section 'Additional information' du rapport trimestriel. Une courte analyse des résultats par division est fournie dans la présentation destinée aux analystes (disponible sur www.kbc.com).

Capitaux propres, solvabilité et liquidité	Total des capitaux propres	Ratio common equity (à pleine charge)	Ratio de couverture des liquidités	Ratio structurel de liquidité à long terme
	23,6 milliards d'euros	16.4%	167%	153%

À fin septembre 2021, le total de nos capitaux propres s'élevait à 23,6 milliards d'euros (22,1 milliards d'euros de capitaux propres de la société mère et 1,5 milliard d'euros d'instruments additionnels Tier-1), soit 2,1 milliards d'euros de plus qu'à fin 2020. Cette progression résulte de l'effet combiné d'un certain nombre d'éléments, dont le bénéfice sur les neuf premiers mois de 2021 (+2 milliards d'euros), le paiement d'un dividende aux actionnaires en mai 2021 (-0,2 milliard d'euros), l'augmentation des réserves de réévaluation (+0,3 milliard d'euros) et divers éléments mineurs. Les détails de ces variations sont fournis à la rubrique 'Consolidated statement of changes in equity' de la section 'Consolidated financial statements' du rapport trimestriel.

Au 30 septembre 2021, notre ratio common equity à pleine charge (Bâle III, selon le compromis danois) s'établissait à 16,4%, contre 17,6% fin 2020. Ce recul est en grande partie imputable à la distribution d'un dividende de 3 euros par action prévue en novembre. Selon les règles de la BCE, le ratio au 30 septembre 2021 n'inclut pas le bénéfice intérimaire pour la période de 9 mois. À noter qu'à la finalisation de la transaction avec Bank of Ireland Group (prévue au second semestre 2022), le ratio common equity s'améliorera de +0,9%, principalement en raison de la réduction des actifs pondérés par le risque. À fin septembre 2021, KBC Assurances affichait un ratio de solvabilité de 218% en vertu du cadre réglementaire Solvabilité II, contre 222% fin 2020 (cette baisse étant principalement imputable à l'acquisition des activités bulgares d'assurance-vie et de retraite de NN). De plus amples détails et des informations supplémentaires sur la solvabilité ont été fournis dans la section 'Additional information' du rapport trimestriel, sous la rubrique 'Solvency'.

Notre liquidité s'est également maintenue à un excellent niveau, avec un ratio LCR de 167% et un ratio NSFR de 153% (contre 147% et 146% respectivement à fin 2020).

Analyse de la période sous revue year-to-date (9M2021)

Bénéfice net	<ul style="list-style-type: none">• Le bénéfice net a été multiplié par plus de deux en rythme annuel.• La période de référence 2020 incluait d'importantes charges de provisions collectives constituées au titre de la crise du coronavirus (784 millions d'euros), alors qu'une libération nette de 415 millions d'euros a été comptabilisée durant la période actuelle.• En outre, les revenus à la juste valeur et liés au trading, les revenus nets de commissions et les autres revenus nets ont tous progressé. Les revenus nets d'intérêts, le résultat des activités d'assurance non-vie et les revenus de dividendes se sont quant à eux tous repliés. Les coûts ont augmenté en rythme annuel, bien que cette hausse soit entièrement imputable à des éléments non récurrents, aux effets de change, aux taxes bancaires et aux modifications du périmètre de consolidation.
1 951 millions d'euros	

Faits marquants (par rapport aux neuf premiers mois de l'année 2020):

- Recul des revenus nets d'intérêts (-4% à 3 274 millions d'euros), imputable à un certain nombre de facteurs, notamment la baisse généralisée des revenus de réinvestissement, la pression sur les marges du portefeuille de crédits hypothécaires dans les pays d'Europe centrale et orientale et la contraction des revenus d'intérêts provenant du portefeuille obligataire de l'assureur (en partie due à un élément non récurrent de 26 millions d'euros survenu durant la période de référence). Ces éléments n'ont été que partiellement compensés par l'impact positif de la baisse des coûts de financement (y compris l'incidence du programme TLTRO III), l'expansion du portefeuille de crédits, la consolidation d'OTP Banka Slovensko, l'application plus généralisée de taux d'intérêt négatifs sur certains comptes courants détenus par des entreprises et des PME, l'amplification de l'impact positif des swaps de change ALM sur une base nette et un effet de change favorable. En termes organiques (hors effets liés aux modifications du périmètre de consolidation et effets de change), le volume des dépôts hors certificats de dette a augmenté de 7% et les volumes des crédits à la clientèle de 4% en rythme annuel. La marge nette d'intérêts pour les neuf premiers mois de 2021 s'élève à 1,79%, soit une baisse de 7 points de base en glissement annuel.
- Légère diminution de la contribution du résultat technique des activités d'assurance au bénéfice (-0,5%, à 646 millions d'euros). Le résultat technique des activités d'assurance non-vie s'est comprimé de 5% par rapport à celui enregistré durant les neuf premiers mois de 2020, en raison de l'augmentation des charges techniques (liées entre autres aux inondations en Belgique et à la tornade en République tchèque), qui n'ont pu être entièrement compensées par l'augmentation des primes encaissées et par le meilleur résultat de la réassurance cédée. Dans le non-vie, le ratio combiné s'inscrit à 87% year-to-date, contre 85% pour l'exercice complet 2020. Les ventes de l'assurance-vie (1 423 millions d'euros) ont légèrement augmenté (+1%), grâce à la hausse des ventes de produits de la branche 23.
- Augmentation des revenus nets de commissions (+12%, à 1 357 millions d'euros), attribuable avant tout à une progression des commissions liées aux services de gestion d'actifs et, dans une moindre mesure, à des commissions plus importantes pour certains services bancaires. À fin septembre 2021, les avoirs en gestion totaux s'élevaient à 229 milliards d'euros, soit une hausse de 12% par rapport au niveau enregistré un an plus tôt (augmentation des cours de 11%, entrées de capitaux nettes de 1%).
- Forte hausse des revenus à la juste valeur et liés au trading (qui passent de -47 millions d'euros à 183 millions d'euros). Le chiffre pour la période de référence incluait la performance extrêmement négative du premier trimestre 2020 (-385 millions d'euros), l'apparition de la crise du coronavirus durant ce trimestre ayant dans un premier temps provoqué un effondrement des marchés boursiers, un élargissement des spreads de crédit et une chute des taux d'intérêt à long terme.
- Hausse de tous les autres éléments de revenus combinés (+14%, à 209 millions d'euros), sous l'effet de la progression des autres revenus nets (qui ont profité, entre autres, d'une importante plus-value réalisée sur la vente d'obligations).
- Augmentation des charges d'exploitation (+5% à 3 318 millions d'euros), entièrement imputable aux effets de change, à l'augmentation des taxes bancaires, à la consolidation d'OTP Banka Slovensko et à un certain nombre d'éléments non récurrents, notamment les frais de personnel liés aux opérations de vente en cours en Irlande et la comptabilisation d'une prime Covid exceptionnelle versée au personnel. Abstraction faite de ces éléments, les coûts font preuve d'une relative stabilité en rythme annuel. Le ratio charges/produits s'établit à 59% year-to-date, ou 54% sur une base ajustée si l'on répartit les taxes bancaires de façon homogène sur l'ensemble de l'année et que l'on exclut certains éléments hors exploitation (contre 57% pour l'exercice complet 2020). Abstraction faite de l'intégralité des taxes bancaires, le ratio charges/produits tombe à 50% pour la période de neuf mois sous revue.

- Baisse significative de la réduction de valeur sur crédits (libération nette de 272 millions d'euros, contre une charge nette de 1 018 millions d'euros au cours de la période de référence). Il convient de noter que la période de référence incluait 784 millions d'euros de provisions collectives constituées au titre de la crise du coronavirus, contre une libération nette de 415 millions d'euros pour la période actuelle. Cette évolution a été partiellement compensée par l'impact négatif non récurrent de 170 millions d'euros lié aux transactions de vente en cours en Irlande. Par conséquent, le ratio de coût du crédit s'est inscrit à -0,20% pour l'ensemble du groupe, contre 0,60% pour l'exercice 2020 complet (un chiffre négatif indique un impact positif sur le résultat).
- Le résultat net de 1 951 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2021 se répartit comme suit: 1 511 millions d'euros pour la division Belgique (+906 millions d'euros par rapport à l'année précédente), 500 millions d'euros pour la division République tchèque (+218 millions d'euros), 70 millions d'euros pour la division Marchés internationaux (-42 millions d'euros) et -130 millions d'euros pour le Centre de groupe (-33 millions d'euros). Le résultat des neuf premiers mois de 2021 pour la division Marchés internationaux se divise comme suit: 67 millions d'euros pour la Slovaquie, 180 millions d'euros pour la Hongrie, 85 millions d'euros pour la Bulgarie et -261 millions d'euros pour l'Irlande (du fait des transactions de vente en cours dans ce pays).

Dernières évolutions en matière d'ESG

Nous envisageons le rôle que nous avons à jouer dans la société, et plus particulièrement en ce qui concerne le financement de la transition vers une économie plus verte et plus durable, avec le plus grand sérieux. Au cours du trimestre sous revue, nous avons continué d'analyser les risques et opportunités pour nos secteurs les plus impactés par le climat et les produits associés. Conformément aux engagements qui ont été pris, nous fixerons des objectifs alignés sur ceux de l'accord de Paris sur le climat pour ces secteurs d'ici le troisième trimestre 2022. Cette analyse a déjà débouché sur une décision concrète: s'abstenir de financer le développement de tout nouveau gisement de pétrole ou de gaz. Cette restriction, annoncée le 27 octobre 2021, vient s'ajouter à l'interdiction existante concernant les gisements de pétrole et de gaz non conventionnels (pétrole et gaz onshore et offshore en Arctique et en Antarctique, forage en eaux profondes, sables bitumineux, pétrole et gaz de schiste). En outre, la durée de tous les nouveaux financements accordés aux entreprises pétrolières et gazières verticalement intégrées sera limitée à 2030 au plus tard, sauf si l'entreprise concernée s'est engagée publiquement à ne plus commencer à exploiter de nouveaux gisements pétroliers ou gaziers. Ces nouvelles restrictions sont conformes aux conclusions les plus récentes de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), qui montrent qu'un nombre suffisant de ressources pétrolières et gazières sont désormais exploitées pour couvrir l'approvisionnement mondial en énergie primaire.

Nous tenons également à réitérer que, comme annoncé précédemment, après avoir commencé à réduire notre exposition directe au secteur lié au charbon thermique (exploitation minière ainsi que production d'électricité ou de chaleur) dès 2016, nous avons ramené à zéro notre exposition directe aux projets et activités liés au charbon au 30 juin 2021. Nous avons atteint cet objectif avec six mois d'avance et estimons avoir réduit le financement correspondant des émissions de CO₂ d'environ 6 millions de tonnes ces cinq dernières années, soit l'équivalent des émissions générées par quelque 5 400 vols entre Bruxelles et New York.

Au cours du trimestre sous revue, ČSOB en République tchèque a également mené à bien son premier mandat d'obligations d'entreprises libellées en euros (d'une valeur de 1 milliard d'euros) pour CTP, conformément aux normes préconisées par l'ICMA en matière d'obligations vertes. CTP est l'un des principaux propriétaires et promoteurs de biens logistiques en Europe centrale. En tant que pionnier du secteur en matière de financement durable, CTP alloue la totalité du produit de ses transactions obligataires à des bâtiments ayant obtenu de très bons ou d'excellents certificats de durabilité externes.

D'une manière générale, nous sommes très heureux de constater que nos clients manifestent un intérêt accru pour la durabilité, ainsi qu'une sensibilisation nettement plus prononcée aux actions pour le climat. Ainsi, depuis le deuxième trimestre 2020, nous avons engagé plus de 750 discussions portant sur le climat avec des entreprises clientes en Belgique, pour les inspirer et les interpeller. Depuis le début de l'année, ces échanges ont amené 65 entreprises clientes à prendre des mesures spécifiques pour atténuer le changement climatique en collaboration avec Encon, le partenaire de KBC Belgium Corporate Banking en matière de durabilité. Ces actions prennent diverses formes, comme la définition d'une stratégie de durabilité ou des projets d'investissement dans l'immobilier, l'énergie et la mobilité. KBC Asset Management a également constaté un afflux continu de capitaux dans ses fonds d'investissement socialement responsables. Ces fonds représentent au total 22,2 milliards d'euros au 30 septembre 2021, une hausse d'environ 33% par rapport à la fin 2020.

Déclaration relative aux risques, opinions et prévisions économiques

Déclaration relative aux risques

Nos activités étant principalement axées sur la banque, l'assurance et la gestion d'actifs, nous nous exposons à certains risques typiques pour ces domaines financiers tels que, mais sans s'y limiter, les risques de défaut de crédit, les risques de contrepartie, le risque de concentration, les fluctuations des taux d'intérêt, les risques de change, les risques de marché, les risques de liquidité et de financement, les risques d'assurance, l'évolution de la réglementation, les risques opérationnels, les litiges avec les clients, la concurrence d'autres acteurs et de nouveaux opérateurs ainsi que les risques économiques en général. Surveillés de près et gérés par KBC dans un cadre strict, ces risques peuvent toutefois avoir une incidence négative sur la valeur des actifs ou occasionner des charges supplémentaires excédant les prévisions.

À l'heure actuelle, nous estimons qu'un certain nombre d'éléments constituent le principal défi pour le secteur financier. Ceux-ci proviennent essentiellement de l'impact de la crise du coronavirus sur l'économie mondiale, tant en raison d'une nouvelle vague de contaminations que des pénuries d'approvisionnement déclenchées par la pandémie et les craintes inflationnistes qui en découlent. Ces risques s'ajoutent aux risques en lien avec les évolutions macroéconomiques et politiques qui affectent l'économie mondiale et européenne, y compris les marchés domestiques de KBC. Le risque réglementaire et de compliance (notamment en ce qui concerne les exigences de fonds propres, la lutte contre le blanchiment de capitaux et le RGPD) reste un thème dominant dans le secteur, tout comme le renforcement de la protection du consommateur. La digitalisation (tirée par la technologie) présente certes des opportunités, mais menace également le modèle économique des établissements financiers traditionnels. Les risques liés au climat revêtent par ailleurs une importance croissante, comme en témoignent les inondations qui ont frappé l'Europe occidentale, et notamment la Belgique, cet été. Enfin, les cyberrisques sont devenus l'une des principales menaces ces dernières années, pas uniquement pour le secteur financier, mais pour l'ensemble de l'économie.

Les données relatives à la gestion des risques sont reproduites dans nos rapports annuels, les rapports trimestriels et les Risk Reports, tous disponibles sur le site www.kbc.com.

Notre opinion sur la croissance économique

Comme au deuxième trimestre, la croissance trimestrielle aux États-Unis et dans la zone euro s'est de nouveau inscrite en territoire positif au troisième trimestre, malgré un ralentissement aux États-Unis. Au troisième trimestre, l'économie de la zone euro a progressé au même rythme trimestriel qu'au deuxième trimestre (2,2%). L'activité économique européenne devrait retrouver son niveau d'avant la pandémie d'ici la fin de l'année 2021. Nos perspectives de croissance pour les marchés domestiques de KBC sont globalement alignées sur celles de la zone euro. En d'autres termes, nous estimons que la croissance trimestrielle au troisième trimestre a été à nouveau positive et supérieure au taux de croissance potentiel à long terme. Sur la base des données de PIB actuellement disponibles, la croissance économique au troisième trimestre a en fait progressé à 1,8% en Belgique (contre 1,7% au deuxième trimestre), tandis qu'elle s'est également accélérée à 1,4% en République tchèque (contre 1,0% au deuxième trimestre). Parmi les principaux risques qui pèsent sur nos perspectives de croissance à court terme, notons des goulets d'étranglement plus longs que prévu du côté de l'offre, la persistance de prix de l'énergie élevés et une spirale négative d'inflation par les coûts si les anticipations d'inflation s'inscrivent durablement dans le processus de formation des salaires.

Notre opinion sur les taux d'intérêt et les taux de change

La Fed a décidé de commencer à réduire progressivement ("tapering") son programme d'achat d'obligations à partir de novembre 2021. La première hausse de taux de la Fed devrait intervenir en 2022, une fois le processus de tapering terminé. Ce scénario est en accord avec les propres indications prospectives de la Fed, les performances globalement favorables du marché du travail américain et la forte dynamique actuelle de l'inflation.

Les rendements à 10 ans des États-Unis et de l'Allemagne ont diminué au début du troisième trimestre, avant de rebondir et de commencer à remonter à des niveaux qui sont actuellement légèrement supérieurs à ceux observés au début du troisième trimestre (en particulier aux États-Unis). Nous tablons sur une poursuite de la tendance à la hausse au quatrième trimestre 2021 et début 2022, principalement sous l'effet de la montée des prévisions d'inflation et de l'anticipation par le marché d'un resserrement plus précoce de la Fed. En ce qui concerne les rendements allemands, la corrélation avec les rendements américains joue un rôle, de même que la fin imminente du PEPP de la BCE (prévue en mars 2022), ainsi qu'une meilleure visibilité sur le programme qui sera mis en place par la suite, et éventuellement des indications prospectives plus concrètes sur la politique de taux de la BCE. Sous l'effet des injections de liquidités généreuses que la BCE continue de prodiguer et du

maintien de faibles taux directeurs, nous nous attendons à ce que les spreads souverains intra-UEM se maintiennent globalement autour de leurs niveaux comprimés actuels.

Afin de ramener l'inflation élevée à l'intérieur de sa fourchette de tolérance symétrique autour de l'objectif de 2%, la Banque nationale tchèque (CNB) a commencé à relever son taux directeur à la fin du mois de juin, puis à nouveau au début du mois d'août (de 25 points de base à chaque fois). Des tensions inflationnistes persistantes ont amené la CNB à procéder à des relèvements plus importants, de 75 points de base à la fin du mois de septembre et de 125 points de base au début du mois de novembre, pour atteindre le niveau actuel de 2,75%. La communication de la CNB nous laisse penser que ce cycle de resserrement monétaire n'est pas encore achevé. La National Bank of Hungary (NBH) a elle aussi entamé son cycle de resserrement fin juin, en réponse à la montée de l'inflation bien au-dessus de l'objectif fixé. Elle a de nouveau relevé son taux de base en juillet puis en août, surprenant à chaque fois les attentes à la hausse avec 30 points de base. Des hausses des taux plus modérées de 15 points de base chacune ont ensuite été décidées en septembre et en octobre, portant le taux de base à son niveau actuel de 1,80%. Le cycle de resserrement de la NBH devrait selon nous se prolonger au moins jusqu'au début de l'année 2022.

En ce qui concerne les taux de change, le troisième trimestre s'est avéré volatil pour la couronne tchèque. En novembre, la couronne s'est légèrement appréciée par rapport à l'euro après le relèvement plus marqué que prévu des taux effectué par la CNB. Nous nous attendons à une appréciation progressive de la couronne vis-à-vis de l'euro à partir des niveaux actuels, principalement en raison du différentiel de taux d'intérêt avec la zone euro. Le forint hongrois s'est montré encore plus volatil que son homologue tchèque au troisième trimestre et s'est globalement déprécié par rapport à l'euro. Selon nos prévisions, le forint hongrois devrait connaître une évolution relativement stable autour de ses niveaux actuels au quatrième trimestre. Après un éventuel rebond temporaire au premier trimestre 2022 dû au différentiel de taux d'intérêt avec la zone euro, le forint devrait reprendre sa trajectoire de dépréciation progressive par rapport à l'euro, laquelle s'explique par les différentiels d'inflation.

Prévisions	<p>Prévisions pour l'exercice complet 2021</p> <ul style="list-style-type: none"> • Revenus nets d'intérêts: maintenus autour de 4,4 milliards d'euros. • Charges d'exploitation hors taxes bancaires: ajustées à un peu moins de +2% en glissement annuel et <i>like-for-like</i> (l'impact de l'acquisition d'OTP Banka Slovensko à partir de 2021, la prime Covid exceptionnelle de -18 millions d'euros versée au deuxième trimestre 2021 et les éléments non récurrents du troisième trimestre 2021 (principalement liés à l'Irlande) s'y ajoutent). • Ratio de coût du crédit: ajusté à environ -10 points de base (à l'exclusion d'éventuelles nouvelles reprises d'ECL (pertes de crédit attendues) liées à la crise du coronavirus au quatrième trimestre 2021). <p>Impact de Bâle 4 (dans l'hypothèse d'un bilan statique au 30 septembre 2021): reconfirmé à environ 8 milliards d'euros additionnels d'actifs pondérés par le risque à pleine charge (impact entre 2025 et 2033). Cela correspond à une inflation de 7% des actifs pondérés par le risque et à un impact de -1,1 point de pourcentage sur le ratio common equity au 30 septembre 2021. Il convient de noter que l'impact de Bâle 4 sera introduit progressivement et que, par conséquent, l'impact de la première application sur les actifs pondérés par le risque en 2025 ne sera que d'environ 2 milliards d'euros.</p>
-------------------	---

Prochains événements	Dates du dividende: date de détachement: 15 novembre 2021; date d'enregistrement: 16 novembre 2021; date de paiement: 17 novembre 2021. Résultats du 4TR2021: 10 février 2022
Informations complémentaires sur le 3TR2021	Rapport trimestriel: www.kbc.com / Investor Relations / Rapports Présentation de l'entreprise: www.kbc.com / Investor Relations / Présentations
Impact détaillé de la crise du coronavirus	Rapport trimestriel, Note 1.4 des 'États financiers consolidés selon les normes IFRS' Présentation de l'entreprise, section 2 sur le 'Covid-19'
Définitions des ratios	'Details of ratios and terms at KBC Group level' à la dernière section du rapport trimestriel.

Pour tout complément d'information, veuillez contacter :

Kurt De Baenst, General manager Investor Relations, KBC Groupe
Tel +32 2 429 35 73 - E-mail: IR4U@kbc.be

Viviane Huybrecht, Directeur Communication Corporate / Porte-parole KBC Groupe
Tel +32 2 429 85 45 - E-Mail: pressofficekbc@kbc.be

* Ce communiqué contient des informations soumises à la réglementation sur la transparence des entreprises cotées en Bourse.

KBC Groupe SA

Avenue du Port 2 – 1080 Bruxelles
Viviane Huybrecht
Directeur Communication Corporate/
Porte-parole
Tél. 02 429 85 45

Service presse
Tél. 02 429 65 01 Stef Leunens
Tél. 02 429 29 15 Ilse De Muyer
Tél. 02 429 32 88 Pieter Kussé

E-mail : pressofficekbc@kbc.be

Les communiqués de presse de KBC sont
disponibles sur www.kbc.com
Suivez-nous sur
www.twitter.com/kbc_group

Vous pouvez rester au courant de nos
solutions innovantes sur [le site](#).
